

ALGER, UN LIEU, UNE HISTOIRE

La villa Abdeltif

La villa Abdeltif a été rouverte le 10 mai dernier après de grands travaux de restauration qui ont duré plusieurs années.

La villa des artistes

Portant le nom du propriétaire qui l'acheta en 1795 (Mohamed Ben Abdeltif), cette magnifique demeure était, durant l'ère ottomane, une résidence pour les notables de La Casbah qui y séjournaient durant l'été.

Durant l'occupation française, la villa Abdeltif hébergea près d'une centaine d'artistes (peintres, sculpteurs, graveurs, architectes...). D'ailleurs, le Musée des beaux-arts situé en contrebas recèle de nombreux tableaux peints par des artistes ayant séjourné dans cette résidence, appelée aussi «Villa des artistes».

Historique

Faisant partie depuis le XVI^e siècle du domaine qui appartenait au *qaïd* Hassan dans le *fahs* du Hamma, ce palais entouré de ses jardins fut construit au milieu du XVII^e siècle. Entre 1715 et 1795, cette villa fut occupée par plusieurs notables dont Ali Agha, Hadj Mohamed Khodja... En 1795, Mohamed Ben-Abdelatif l'acquit, laissant aux archives le seul acte du domaine.

En 1931, l'armée coloniale la réquisitionne pour en faire un hôpital militaire. Trois ans plus tard, face à l'opposition de la famille Abdeltif, le domaine est rendu à ses propriétaires. Entre 1907 et 1962, cette demeure se transforme en villa des artistes...



Photo : DR

La villa Abdeltif.

Une magnifique résidence

Classée patrimoine national, cette villa se compose d'un joli *ryadh* avec bassin d'eau, d'une *douéra* où étaient accueillis les invités et de la demeure principale : *sqifa*, escaliers à voûtes d'arêtes conduisant au patio à l'étage, hammam et grande terrasse avec son *minzah* surplombant toute la baie d'Alger.

Le *ryadh* réservé aux réjouissances durant la période ottomane se compose de deux pièces avec une galerie en forme de L. Il est décoré de colonnades torsadées entourant un bassin servant de réservoir pour l'irrigation du jardin.

Ateliers

Entrant dans la villa, sur votre droite vous trouverez les ateliers : un bâtiment de forme rectangulaire (initialement dortoir de l'hôpital militaire en 1931) composé de 5 ateliers en enfilade possédant chacun une mezzanine et des sanitaires. C'est dans ces ateliers studio, dotés d'immenses baies vitrées et de verrières donnant sur le jardin, que les artistes qui y étaient hébergés donnaient libre cours à leurs talents. De nombreux lauréats y ont décroché le prix Abdeltif, notamment Maurice Boitel et André Hambourg.

Sabrina L.

EL-TARF

Trois élus de l'APC d'El-Kala démissionnent

La commune d'El-Kala est dans la tourmente après la démission, dimanche dernier, de trois élus du parti FNA, dont le premier vice-président, sur les 11 membres qui composent l'Assemblée communale.

Dans la lettre de démission (dont nous détenons une copie), concernant leur responsabilité dans les différentes commissions adressée au chef de daïra et au wali, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère pour relever plusieurs griefs à l'encontre du président de l'APC. Il s'agit, entre autres, «d'ingérence et d'empiètement dans leurs prérogatives et attributions, de marginalisation et mise à l'écart dans toutes les questions liées au développement de la com-

mune, de l'absence totale de communication, du traitement discriminatoire entre élus, de la gestion dubitative et du dirigisme sans aucune consultation, du non-respect du code communal en matière de réunion.»

Ainsi, face à cet état de fait, les trois élus relèvent dans le même document qu'ils ont opté pour cette solution pour «ne pas cautionner de tels comportements pouvant porter atteinte à notre crédibilité». Ils

regrettent, par ailleurs, «l'absence de dialogue et de concertation qui auront pu laisser place à des jours meilleurs pour la commune d'El Kala».

Rencontré vendredi, le président de l'APC, M. Bourbib, indiquera mordicus que «le registre des délibérations est la preuve que les trois membres de l'APC émargent à toutes les réunions de l'Assemblée». Face à cette situation de crise qui peut avoir des répercussions regrettables sur le bon fonctionnement de la commune et ses démembrements, le maire invite ses détracteurs à un débat franc et direct en présence de la population pour que

cette dernière puisse être informée sur les dessous de cette affaire qui défraye la chronique dans la région.

Interrogés, les citoyens ne sont pas dupes. Ils sont unanimes à dire que «la ville d'El-Kala est dans un état de délabrement avancé. Un fait qui aurait pu pousser les élus locaux à plus de travail, de complémentarité et surtout pour redorer le blason terni d'une ville qui souffre de multiples plaies, et non pas à des guerres intestines de positionnement avec comme corollaire des intérêts mesquins». Reste que la ville d'El-Kala n'est pas près de connaître un temps de répit.

Daoud Allam

PORTES OUVERTES SUR L'ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE À SKIKDA

Les autorités officielles boudent la manifestation

Des portes ouvertes sur «l'économie de l'énergie, les énergies renouvelables et l'environnement» se sont tenues du 25 au 27 juin à la salle Aïssat-Idir.

Une manifestation organisée par l'association Bariq 21 de la promotion des énergies renouvelables et à laquelle ont pris part les sociétés Osram Afrique du Nord, représentée par la chargée de la coopération internationale, Sabrina Bensalem, et un représentant de l'Algérie, Djamaï Mehdi, et le Centre des énergies renouvelables (CDER).

La cérémonie inaugurale s'est déroulée en l'absence des autorités locales, pourtant invitées. Hormis trois élus communaux, deux du PT et un troisième du RND, aucun officiel n'a fait le déplacement.

L'association, livrée à elle-même, s'est démenée comme elle peut pour véhiculer le message d'intérêt général qu'elle voulait faire passer. «Je déplore la non-participation des autorités compétentes, qui préfèrent sponsoriser d'autres actions telle la musique, sachant qu'on n'est pas contre la culture. C'est sur nos fonds propres que tout a été organisé. Nous louons aussi la contribution de la société Sijico de Ramdane Djamel et du restaurant Skicoq de Skikda. L'Unité de développement des techniques du Silicium, l'Unité du développement des énergies solaires de Bou Ismail et Laprué ont, au dernier moment, annulé leur déplacement après avoir donné leur accord de principe d'assister à ces journées. Par contre, nous louons les efforts du SNC Lavallin, de K. Energie, du CDER et d'Osram pour la concrétisation des objectifs du

millénaire, à savoir la promotion des énergies renouvelables. La dernière citée a même délégué une représentante de la Tunisie, ce qui dénote de la bonne volonté des responsables», s'insurge M. Tabbouche Mohamed, président de l'association.

Au menu du programme, des stands d'exposition réservés pour la présentation de Lampes à basse consommation, des panneaux solaires et autres supports plus économiques sur le plan énergétique et moins néfastes pour l'écosystème. Pour les enfants, une séance de magie a été organisée en présence d'un prestidigitateur de Skikda, Belkacem Boussabouaa.

Les objectifs de ces portes ouvertes s'inscrivent dans la continuité du plan d'action lancé dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables, et dont l'association Bariq 21 en a fait son cheval de bataille. Parmi eux, il convient de signaler la sensibilisation et la vulgarisation des avantages sur l'écosystème et l'avenir énergétique des générations futures, donner des conseils pratiques visant la diminution du gaspillage, réduire la facture électrique et protéger l'environnement, inciter les décideurs locaux à doter les infrastructures administratives, scolaires et religieuses de Lampes à basse consommation et chauffe-eau solaire.

Justement, la présence d'Osram, l'un des deux leaders mondiaux avec Philips dans l'éclairage, se veut comme un souci d'attester des progrès réalisés en matière de réalisation de lampes peu «budgétivores». Les échantillons ramenés sur place démontrent qu'on peut gagner près de 80% des dépenses en plaçant une lampe Osram, appelée communément lampe à économie d'énergie. «Lors de l'achat de lampes, vous avez le droit de deman-

der au fournisseur une facture attestant de l'authenticité du produit, ceci pour éviter de tomber dans les pièges de la contrefaçon», nous dira Sabrina Ben Salem, représentante d'Osram.

L'APC qui a tourné le dos à cette manifestation aurait à consacrer moins d'argent pour l'électricité si jamais l'idée lui venait d'opter pour les LBC. Demain n'est pas la veille ! Osram a pris pour devise la formule suivante : «Nous devons tous contribuer à protéger notre environnement, espace de vie pour les générations futures. A l'aide de lampes à économie d'énergie, nous pouvons réduire les émissions CO2, responsables du réchauffement de la planète.» Restera au leader mondial d'écarter sa représentation à travers le territoire national.

A Skikda, on déplore l'absence d'un distributeur sur place. Pour sa part, CDER (Centre de développement des énergies renouvelables) basé à Bouzaréah a tenu à marquer sa présence en exposant des installations pratiques qui ont fait affluer beaucoup de curieux. Ayant à son actif plusieurs installations solaires au profit des P et T et Sonelgaz, pour ne citer que celles-ci.

Le centre est, pour le moment, versé dans l'importation du matériel de l'étranger, d'Allemagne et d'Australie. Il contribue actuellement à la réalisation du plan national de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (PNDEREE).

Actuellement, il poursuit le programme d'évaluation de la ressource éolienne, solaire et bio massique ; l'efficacité énergétique ; la recherche appliquée et le développement et l'accompagnement des programmes et le renforcement des capacités nécessaires.

Zaïd Zoheir

ANNABA

Les pharmaciens se concertent

Du côté des 150 pharmaciens que compte la wilaya de Annaba, les gérants s'activent à préparer leur grève générale illimitée.

Leur détermination à se présenter comme une force d'opposition aux intérêts des laboratoires est âprement discutée sur la place publique. D'autant que les responsables des officines envisagent de lancer un préavis à l'issue de leur assemblée générale prévue pour le début du mois de juillet 2008. Les contacts et les démarches de concertation se multiplient pour peaufiner la plateforme de revendications et éventuellement se préparer à tout appel au dialogue qui pourrait être émis.

La plateforme en question compte plusieurs points dont les deux plus importants restent la hausse de la marge bénéficiaire et l'amélioration des relations de travail avec les structures concernées de l'Etat. Tout en approuvant e soutenant la démarche de ses adhérents, le Conseil de l'ordre des pharmaciens de Annaba s'affirme comme étant une institution composée d'élus dont la seule mission est de veiller au respect des dispositions du code d'éthique et de déontologie. «Il n'est pas de nos prérogatives d'appeler à la grève», a estimé sa présidente. Cependant, c'est en ayant à l'esprit ces dispositions que les pharmaciens tentent de réagir au rôle de simples figurants que les laboratoires et autres veulent leur faire jouer dans le secteur du médicament.

A. D.

RISQUE D'EFFONDREMENT D'UNE VIEILLE BÂTISSE À RELIZANE

Cinq familles vivent le danger au quotidien

Cinq familles résidant au lieu-dit Haouche Ezzerarka situé au 58, rue de Tanger, au chef-lieu de Relizane, lancent un cri de détresse aux autorités compétentes pour se pencher sur leur situation. Haouche Ezzerarka a été construit en 1901, datant de l'ère coloniale et son état, actuellement, est des plus alarmants. Les murs sont lézardés. Déclarées sinistrées depuis plusieurs années, les cinq familles qui occupent les lieux ont frappé à toutes les portes mais en vain.

«Nous vivons avec la peur au quotidien, un souffle de vent, un orage et c'est l'alerte, voire la panique des odeurs nauséabondes, des rats qui circulent jour et nuit en partageant leur vie quotidienne. Durant les intempéries, on passe des nuits blanches, de peur de voir les murs céder sans crier gare», déplore l'une des habitantes du haouche. «Qu'attendent les responsables pour nous reloger ?», s'interroge une veuve. Les résidents de ce haouche ont tiré la sonnette d'alarme à maintes reprises, mais sans aucune suite favorable à leurs doléances. Devant cette situation, les habitants sollicitent l'intervention du wali avant que le pire n'arrive, d'autant que le risque d'effondrement est omniprésent.

«Faut-il attendre que la catastrophe arrive pour qu'ils se décident à réagir ? Finalement, à bien choisir, on aurait préféré que Relizane soit un peu moins bien aménagée et que ses enfants soient, un peu mieux logés» nous déclare une veille retraitée résidante de cette vieille bâtisse.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

Les travailleurs de la ferme-pilote «Si Rabah» en grève de la faim

Une trentaine de travailleurs de la ferme-pilote Si Rabah, dans la commune du Tessalah, à Sidi-Bel-Abbès, ont entamé une grève de la faim devant le siège de l'UGTA le 21 juin dernier, pour revendiquer le règlement de nombreux problèmes socioprofessionnels, l'élection du nouveau conseil de participation, le règlement et la correction des contrats des travailleurs et le retrait de l'arrêté spécial qui limite le volume horaire de travail à 40 h par semaine sans repos.

De plus, les grévistes parlent de pénalisation sur leur paie. Pour rappel, ces derniers ne sont pas à leur premier mouvement de contestation, vu qu'il y a quelque temps, ils ont observé un arrêt de travail et la direction a porté plainte auprès de la justice qui a tranché en faveur de cette dernière. Devant ce bras de fer qui oppose la direction et ses travailleurs et les pénalise, les contestataires avancent que des travailleurs saisonniers ont été recrutés à leur place et qu'aucun compromis n'a été proposé pour régler la tension qui règne à la ferme.

A. M.